



Malgré les sanctions décrétées par le conseil de Sécurité, la Rhodésie continue d'être approvisionnée en pétrole occidental.

Parimage

POURQUOI WASHINGTON A FERMÉ SON CONSULAT DE SALISBURY

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

On pourrait croire qu'il s'agit d'un ténébreux roman d'aventures mettant en scène des agents secrets américains, britanniques et rhodésiens. La réalité dépasse parfois la fiction. Voici pourtant comment le gouvernement américain a été amené à mettre un terme à ses relations consulaires avec le gouvernement de M. Ian Smith.

■ Après de longues hésitations, le président Nixon a finalement décidé de fermer le consulat américain à Salisbury : les Etats-Unis ne reconnaissent pas la nouvelle « république » rhodésienne.

C'est l'aboutissement d'une série de péripéties qu'il est intéressant de rapporter.

Certes, voici des années que Washington cautionne inconditionnellement la politique rhodésienne de M. Wilson. Cependant, le Premier ministre britannique, lors de son voyage aux Etats-Unis, n'avait pu obtenir du président Nixon l'assurance que l'Amérique mettrait un terme à ses relations consulaires avec la Rhodésie si la « répu-

blique » était proclamée à Salisbury.

C'est pourtant maintenant chose faite.

Pourquoi cette volte-face, qualifiée de « trahison » en Rhodésie, mais interprétée — à juste titre — à Pretoria comme une concession de pure forme aux « alibis » de Londres. Toujours en faveur des Britanniques intervint d'ailleurs, peu après, le veto américain au conseil de Sécurité pour empêcher une condamnation de la politique britannique et un recours éventuel à la force.

Espion sur mesure

Comment en est-on arrivé là ? L'histoire vaut la peine d'être racontée.

Le 29 octobre 1969, les services rho-

désiens de sécurité mettaient la main sur un ancien député rhodésien de l'opposition, M. Richard Nicholson, accusé d'espionnage pour le compte d'une « puissance étrangère ». Jusqu'à son arrestation, M. Nicholson dirigeait la rubrique économique du journal libéral « Rhodesia Herald », qui reflète les vues des milieux financiers britanniques favorables à la présence anglaise mais hostiles à la sécession. Il assumait également les fonctions de correspondant, à Salisbury, du quotidien londonien « The Times ».

Quelques jours plus tard, nouvelle arrestation, celle de l'avocat Trevor Gal-
laber, bien connu dans les milieux de

l'« establishment ». Motif : espionnage sur le compte d'une « puissance étrangère », dont les autorités rhodésiennes s'abstenaient toujours de révéler le nom...

Le marchandage de Salisbury

Mais on sait maintenant qu'à la suite de ces arrestations le consul général des Etats-Unis à Salisbury, M. Paul O'Neill, avait discrètement convoqué par les autorités rhodésiennes, qui lui tinrent à peu près ce langage : « *Nous nous proposons de ne pas faire de scandale en révélant que les deux personnes arrêtées travaillent pour le compte des Etats-Unis ; mais nous demandons en contrepartie que le département d'Etat s'engage à maintenir son consulat général à Salisbury quoi qu'il arrive.* »

Des aveux mêmes de Nicholson, il ressort, en effet, que celui-ci avait été recruté par la C.I.A., à l'époque où il siégeait encore au parlement rhodésien. Quant à M. Gallaber, il serait l'agent d'un service parallèle américain. Les deux hommes opéraient indépendamment l'un de l'autre, mais leurs informations étaient centralisées au consulat américain et transmises à Washington. Certaines étaient opportunément communiquées à Londres. C'est par ce moyen que, semble-t-il, M. Wilson a pu « découvrir et sanctionner » le commerce illégal de la firme britannique Platt Brotters, en direction de la Rhodésie...

Le diplomate américain, quelque peu compromis dans l'affaire, fut tout heureux de s'en tirer à si bon compte et, semble-t-il, le scénario fut admis de part d'autre.

Tout permet de le croire en effet, à commencer par le procès intenté contre les deux espions et suivi de leur condamnation à 4 ans et à 18 mois de travaux forcés. C'était la première fois que le « honorable » juge, M. Davies, rendait un jugement dans de telles conditions, dans que la « puissance étrangère » incriminée fût mentionnée.

Le chrome et la route du Cap

Parallèlement, à Washington, le puissant lobby rhodésien faisait valoir la nécessité de maintenir un consulat à Salisbury pour protéger les ressortissants et les intérêts américains, dont une bonne partie (56 millions de dollars) se trouve investie dans les mines de chrome (20 millions de tonnes en 1969). Deux entreprises américaines s'intéressent particulièrement à cette activité : l'Union Carbide et la Foot Mineral. On connaît

l'énorme avantage que représente le chrome rhodésien pour les Etats-Unis : Ian Smith le leur fait payer moitié moins cher que le chrome importé de la lointaine Russie...

En même temps, une vaste manœuvre avait lieu, sur le plan politique, dans l'entourage du président. L'infatigable Dean Acheson, ancien secrétaire d'Etat, prônait la « normalisation » avec la Rhodésie comme, d'ailleurs, avec tous les tenants du « pouvoir blanc » en Afrique du Sud.

Le Pentagone poussait à la roue, l'œil fixé aussi bien sur le Portugal que sur le sud du continent africain, pièces maîtresses des routes stratégiques.

Au Sénat, c'était le « sudiste » Strom Thurmond qui défendait la cause, assisté d'une cohorte où l'on trouvait aussi bien le vice-président ultra-réactionnaire Agnew, le ministre de la Justice, John Mitchell, et même Henry Kissinger, principal conseiller de politique étrangère du président.

Un avenir peu compromis

C'est cependant au département d'Etat que ce courant, à la fois raciste et « réaliste », a achoppé sur intervention personnelle du secrétaire d'Etat, M. William Rogers, en effet, dont l'étoile avait été un moment quelque peu éclipsée par l'entrepreneur Kissinger, avait vu son crédit remonter auprès de M. Nixon après son voyage en Afrique.

Et quand M. Rogers avait affirmé à M. Diallo Telli, secrétaire général de l'O.U.A., qu'il n'avait pas l'intention de reconnaître le régime d'Ian Smith, il savait que la presse sud-africaine avait ébruité l'affaire des espions en révélant que Nicholson et Gallaber travaillaient pour le compte des Etats-Unis. Le département d'Etat, qu'indisposait la promesse faite aux autorités rhodésiennes, n'avait plus qu'à sauter sur l'occasion pour se déclarer délié de son engagement. Et c'est ainsi que l'on décida la fermeture du consulat américain à Salisbury...

Certes, dans les milieux d'affaires de Johannesburg, on laisse clairement entendre que ce geste ne menace en rien l'avenir de la république d'Ian Smith car, ayant besoin du chrome rhodésien et de certains autres métaux rares que la Rhodésie est le seul pays du camp « occidental » à posséder, les Etats-Unis maintiennent leurs liens commerciaux avec le régime « rebelle » par le truchement de leurs représentations en Afrique du Sud et au Mozambique. ▲▲▲